

Au Nom de la République

www.appeldr.net

NUMÉRO 11

Bulletin de l'association Appel d'R — Président d'honneur : Philippe Séguin

MARS 2002

ÉDITORIAL

Par Jean-Pierre CHEVÈNEMENT

« Parlez-nous de la France ! »,
déclarez-vous le 13 novembre dernier...

Quelques semaines après cet appel, alors que notre pays a de nouveau une occasion de rencontrer l'Histoire en faisant le choix d'un homme qui, au-delà des camps, serait celui de la nation, vous m'avez rejoint.

Votre soutien, celui des jeunes gaullistes que vous êtes, m'est tout particulièrement cher, parce que c'est la jeunesse, énergique, créative, enthousiaste, qui porte l'avenir de la nation. C'est dans l'idée de la France qu'avait le général de Gaulle, une France qui hisse haut ses couleurs et brandit sa devise républicaine, que nous nous retrouvons.

Je sais d'où vous venez, je sais ce que vous êtes et ce à quoi vous restez fidèles. Je n'attends rien d'autre de vous que de brandir votre étendard car nous savons que, à travers et par delà des histoires différentes, nos fidélités sont sœurs, nous n'ignorons pas que la France, ce n'est ni la gauche, ni la droite, et que la France mérite mieux que des petites querelles.

Je n'attends rien d'autre, mais j'ai besoin de vous. Alors à ceux qui, d'entre les gaullistes, m'accompagnent dans cette exaltante aventure, je dis : tenez bon ! et ceux qui, par habitude, par crainte peut-être, placent encore le gaullisme dans le carcan d'un parti, je dis : osez, le mouvement est ici !

Le 13 novembre 2001, Appel d'R publiait dans *Le Figaro* une tribune intitulée « Parlez-nous de la France ! ».

Appel d'R a rejoint officiellement le Pôle républicain le 19 janvier 2002, à l'occasion de la réunion nationale des comités de soutien à la candidature de Jean-Pierre Chevènement, au Cnit (La Défense).

ENTRETIEN

Henri Guaino contre la « sottise des modernes »



L'auteur, ancien chargé de mission auprès de Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, ancien conseiller de Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, ancien Commissaire au plan, maître de conférences à l'IEP de Paris, essayiste, répond à nos questions à propos de son dernier ouvrage, *La Sottise des modernes*, paru chez Plon.

Pourquoi ce livre ?

Parce que j'en avais assez de voir à tout bout de champ la modernité opposée à tous ceux qui critiquent les idées en vogue et qui refusent de se soumettre inconditionnellement à la mode.

Pourquoi parler de « sottise » ?

Dans la plupart des cas, le mot « moderne » est employé à contresens. À force de confondre « moderne » et « contemporain », nos soi-disant modernes finissent par dire des énormités et par prôner le retour à l'archaïsme au nom de la modernité. Si je parle de sottise c'est parce qu'il y a dans ce contresens beaucoup d'inculture, et l'expression d'une incompréhension totale de ce que représente l'immense héritage de la modernité. Et comme toutes les sottises, celle-ci hélas est contagieuse.

Mais au fond n'est-ce pas qu'un problème de vocabulaire ?

Non, en vérité l'enjeu est énorme. Cette falsification de la modernité est une sorte d'expropriation intellectuelle. Elle nous conduit à l'oubli de ce que nous sommes, elle interrompt la transmission de la culture et elle s'oppose à la poursuite d'un projet de civilisation dont le fil conducteur était précisément la modernité. Le contresens masque une régression intellectuelle dangereuse à bien des égards. C'est ce que j'ai voulu montrer en remontant aux origines intellectuelles de l'Homme moderne.

Pourquoi dangereuse ?

Parce que l'alternative à la civilisation moderne qui vise à l'émancipation de l'Homme n'est autre que le déterminisme et le totalitarisme. La question est : que reste-t-il de l'Homme quand on rejette la philosophie du sujet, la raison et l'humanisme ? Les grandes horreurs du XX^e siècle sont-elles imputables à l'excès de cartésianisme et d'humanisme, à l'héritage de la Renaissance et des Lumières, ou au contraire à l'oubli de tout ce que nous leur devons ?

La solution n'est-elle pas dans le retour aux valeurs de la République ?

La République est un produit de la modernité. Mais on ne peut pas refonder la République quand nos enfants ne comprennent plus de quoi on leur parle quand on leur parle de culture. Il faut prendre le problème très en amont de la politique, par la culture, par ce qui, intellectuellement et moralement, institue l'Homme moderne et fonde l'idée même de citoyenneté. Ce qu'il nous faut, c'est une politique de civilisation et pas seulement une politique économique ou sociale.

Mais comment faire pour faire prévaloir les véritables valeurs de la modernité contre le retour de l'archaïsme qui se cache derrière une fausse modernité ?

Tout se passe désormais d'abord à l'école. L'Homme moderne s'est construit par l'instruction et la connaissance. Il se déconstruit dans la crise de l'école. Pour renouer le fil, il faut rebâtir un projet éducatif digne de ce nom, qui arbitre au profit de l'émancipation contre l'utilitarisme, qui restaure l'idée de culture, l'autonomie du jugement, la distinction des plans, qui valorise la pensée claire, l'humanisme, la conscience et l'estime de soi... J'espère que ceux qui liront ce livre en seront convaincus, qu'ils mesureront mieux l'enjeu et qu'ils seront mieux à même de le faire partager à leurs enfants.

Propos recueillis par
Catherine BACHELIER

Morceaux choisis

« L'homme archaïque contemple, humble et immobile, l'aube des temps, répétant indéfiniment l'histoire sacrée dans laquelle il cherche la clé du secret qui lui ouvrira les portes d'une harmonie mystérieuse avec la nature. L'homme moderne, ivre de la promesse de son triomphe à venir, avance à grands pas dans l'histoire profane vers l'horizon des temps en

cherchant le levier qui lui permettra de soulever le monde. »

« Dans la mentalité archaïque, le sacré n'absorbe pas toute la réalité du monde [...]. Mais la pensée magique et mythique y enveloppe un monde tout entier dominé, subjugué, écrasé par le sacré, où le sacré seul est précieux, où seul il a une signification, quand le profane lui n'a ni valeur, ni signification. La dynamique de la modernité, c'est d'abord celle de la lente revalorisation du profane, l'affirmation de l'Homme face à la Nature et au Cosmos. »

« Une autre distinction des plans établie depuis l'Antiquité allait avoir une importance cruciale dans l'instauration et le développement d'une civilisation moderne vouée à l'émancipation de l'homme et de sa capacité d'action. En distinguant le privé et le public, l'homme moderne s'arrache à la solidarité organique et tribale des sociétés primitives et archaïques. »

« On ne comprend pas une bonne partie des avatars de la modernité si l'on ne voit que ce qui la constitue : l'acceptation de l'histoire ; le temps linéaire de la progression ; la raison claire ; la liberté de l'esprit ; la transcendance religieuse ; la distinction des plans ; le dualisme entre l'humain et le non-humain, la culture et la nature, l'objet et la matière ; l'autonomie de la volonté ; la philosophie du sujet ; l'engagement dans le monde. »

« Distinguer culture et nature, c'est s'obliger à s'interroger sur les valeurs. Ne voir que la nature, c'est éluder la question des valeurs au profit des lois de la biologie qui ne se discutent pas. »

« Il n'est pas fatal sous l'empire de la raison que l'homme ne soit qu'une simple ressource économique. L'*homo oeconomicus* est une hypothèse de travail, non un modèle anthropologique. L'économisme, qu'il soit d'origine marxiste ou libérale, n'a pas plus à voir avec l'éthique du capitalisme que le scientisme n'a à voir avec l'esprit scientifique. L'un et l'autre procèdent de la confusion des plans et de la confusion des fins et des moyens qui sont deux formes de l'antimodernité et du naufrage de l'idée claire. »

« La prétendue nouvelle pensée moderne [...] renvoie l'Homme à une multitude de déterminismes et le replace dans la Totalité dont il avait eu tant de mal à s'extraire. »

« Dès lors que l'immanence du social l'emporte sur la transcendance de l'État, le volontarisme étatique devient inconcevable et l'intérêt général ne se distingue plus des intérêts particuliers, en même temps s'évanouit le principe d'égalité. »

« La falsification contemporaine de la modernité n'est pas la victoire déguisée des Anciens contre les Modernes, ni, comme les falsificateurs le prétendent, la victoire des Modernes contre les Anciens, mais la double défaite des Anciens et des Modernes. »

« L'archaïsme revient avec le biologisme, avec la sélection naturelle, avec l'extase, avec le jeu, avec l'astrologie, avec la violence anémique, avec le vertige, avec l'obsession du corps et des sens, avec le marché à tout va, comme avec les bandes et avec la drogue. Il revient avec la tentation de la fuite hors du monde, hors de la société, dans un temps hors du temps, ou dans

le repliement sur soi, dans la jouissance et le plaisir solitaire ou dans l'anéantissement de soi dans la transe collective, dans le vertige des images, dans l'océan de l'information. Il revient quand la transe, le simulacre et le vertige redeviennent des facteurs de cohésion sociale. Il revient avec l'anathème jeté sur la raison, avec le relativisme absolu, avec le désengagement. Il revient avec le modèle du prédateur, du mercenaire et du nomade appliqué à l'entreprise comme à l'individu sans attache, sans devoir, qui veut prendre sans rien donner. »

Henri Guaino, *La Sottise des modernes*, Plon, 2002.

LIBRES PROPOS

PRÉSIDENTIELLE

Désir, passion et vision

MM. Jospin et Chirac tentent de parler au cœur : ils évoquent le « désir », la « passion ». Ce faisant, ils font état d'un projet personnel, pas d'un projet pour la France. Candidats largement échangeables, ils se rejoignent en particulier dans une béante lacune : l'absence de vision de la place et du rôle de la France demain. Tous deux se rallient à un projet qui porte la fusion de notre pays dans un magma chaotique qui s'appelle le marché mondial.

Faut-il qu'ils soient aveugles pour ne pas voir que l'Europe n'est plus rien d'autre qu'un espace de libre-échange gouverné par rien d'autre que le droit (arbitrage préventif ou curatif entre des intérêts individuels ou corporatistes), qui prend le pas sur la loi (expression de la volonté générale) ? Faut-il qu'ils soient sourds pour ne pas entendre la plainte d'un Sud, dont la considération valait à la France une vraie place dans le concert des nations ?

Il y a là une tentation létale, celle de l'endormissement dans le confort des fausses certitudes, de l'installation dans un monde seulement livré à la consommation de divertissements formatés à la norme mondiale, sous la « gouvernance » d'un État réduit à la gestion et la régulation des intérêts communautaires ou mercantiles, lesquels sont bien souvent les mêmes.

À cela, Jean-Pierre Chevènement oppose une vision. Vision puisée aux meilleures sources, d'une France qui n'est pas elle-même « sans la grandeur » et sans une République une et indivisible. Vision d'une Europe qui ne fasse pas l'impasse sur la volonté des peuples et qui soit davantage une Europe de projets qu'une Europe de hochets. Vision d'un monde où notre pays a une voix discordante à faire entendre en son nom, au nom de la communauté francophone, au nom de tous ceux qui savent, pour le vivre ou pour le comprendre, que la paix et le prospérité ne peuvent se construire à deux vitesses.

Hélas, Jean-Pierre Chevènement doit se heurter à ces fausses certitudes trop bien martelées dans l'opinion par des prescripteurs aux intentions douteuses qui, selon leur logique, ne voient donc en lui, d'un éditorial à l'autre, qu'un suppôt de Karl Marx en habit républicain ou un suppôt du général Boulanger en costume civil.

On ne peut pourtant douter de l'intelligence de ces commentateurs accrédités dans tous les palais de la République, dont la longue mèche balance de gauche à droite et de droite à gauche au gré des vents dominants. On peut en revanche s'interroger sur leur bonne foi. Apôtres de la servitude volontaire, délaissant le libre jugement, ils dressent un réquisitoire permanent qui n'a pas même le mérite de l'honnête conviction.

Étrange de constater que les mêmes, qui ont joué les père Lachaise auprès du tenant du désir, ménagé celui la passion, méprisé celui de la vision, déplorent aujourd'hui l'inanité d'une campagne dont les médias ne retiennent que les querelles de clochers (1). Pensée unique, quand tu nous tiens...

Frédéric BECK

(1) Alain Duhamel, « Une élection paroissiale », *Libération*, 16 mars 2002.

PRÉSIDENTIELLE

Lionel Jospin, candidat de la vérité ?

En se proclamant ainsi, Lionel Jospin s'autorise-t-il un droit d'inventaire personnel qui lui permettrait d'oublier et de faire oublier quelques épisodes pourtant obscurs de son parcours et de son primo-ministère ?

Il faudrait donc passer sous silence la malhonnêteté politique dont il a usé dans ses rapports avec la Constitution, notamment pour le projet de loi sur la Corse, l'intégration des écoles Diwan dans le service public de l'enseignement ou encore sur la loi de modernisation sociale. Comme on ne peut croire que le Premier ministre soit entouré de piètres constitutionnalistes, on ne peut invoquer que la malice, celle qui consiste à se coiffer du masque de la volonté politique et de faire endosser l'échec à la juridiction constitutionnelle, que l'on fait alors passer pour un cénacle partisan, voire réactionnaire. Ces tactiques fallacieuses sont indignes d'un homme d'État.

Il faudrait aussi, sans doute, qualifier d'ajustement pragmatique la révision — d'ailleurs encore insuffisante — de l'hypothèse de croissance retenue dans le projet de loi de finances pour 2002, qui reposait, à l'automne dernier, sur une vision totalement et volontairement falsifiée de l'avenir qui se marie certes bien avec une présentation frelatée de son bilan.

Il faudrait également, on imagine, passer outre les tractations souterraines réalisées par le Cabinet du Premier ministre avec les indépendantistes corses lors de ce qu'il est convenu d'appeler le « processus de Matignon ». Un peu facile, pourtant, de ne pas prendre ces contacts occultes pour ce qu'ils sont : des manœuvres qui, mettant

à l'écart du débat la population corse, la majorité des élus de l'île — en dehors de l'Assemblée territoriale — et la Représentation nationale, faisaient bien peu de cas d'une transparence pourtant revendiquée.

Il faudrait de surcroît considérer pour de l'habileté le fait que le candidat Jospin affirme dans les médias que son programme « n'est pas socialiste » et qu'il rassure ses militants quelques jours plus tard en leur déclarant : « Je n'aurai pas une pensée différente, je ne serai pas animé par d'autres valeurs, mais j'adopterai une tonalité qui permettra de conduire notre message vers les Français dans leur diversité. » (1) N'y a-t-il pas là plutôt un spectaculaire aveu de duplicité ? Dans le même ordre d'idée, conviendrait-il de relativiser l'occultation d'un passé trotskiste, auquel le candidat n'a renoncé que par la force des choses et après mensonge (« Vous confondez avec mon frère... »), et qui représente pourtant un élément fondamental de compréhension du personnage ?

Il faudrait peut-être aussi accueillir le retour inopiné de Didier Schuller et la sortie de l'ouvrage polémique du juge Éric Halphen pour de simples coïncidences, alors que ces deux événements concourent si opportunément à placer le président sortant sur la sellette, ce qui, quel que soit le fond de ces affaires, ne ressort pas de méthodes honorables.

Il faudrait enfin, puisqu'il est question d'affaires, oublier que Lionel Jospin fut premier secrétaire du Parti socialiste de 1981 à 1987, en des temps où les bureaux d'études s'avéraient particulièrement lucratifs, et glisser sur les mises en causes de membres de son entourage dans des affaires peu glorieuses de mutuelles étudiantes.

Lionel Jospin, candidat de la vérité ? Cherchez l'erreur dans cette phrase...

F. B.

(1) Claude Askolovitch, « Au nom de la gauche », *Le Nouvel Observateur*, 28 février 2002.

LE POIDS DES MOTS

Revaloriser le langage, revaloriser le politique

Notre génération est le témoin d'une crise majeure du politique. L'abstentionnisme massif, menant pour Max Gallo à un système censitaire de fait, en est l'expression la plus immédiate. La dévaluation du langage est également caractéristique du « dépérissement du politique » évoqué par Revault d'Allonnes.

Le développement du consumérisme a bouleversé le politique. En effet, le consumérisme repose sur un nivellement par le bas, en pervertissant l'égalité démocratique. Chacun est libre de faire comme bon lui semble et il n'est plus d'échelle de valeurs : « C'est mon choix »... L'industrie publicitaire multiplie les superlatifs. Parallèlement, ce nivellement par le bas crée une *koiné* du consommateur : super, génial... Le niveau de vocabulaire de notre génération, une nouvelle fois révélé dans *Loft Story*, est affligeant. En France, le marketing a aussi conquis le politique depuis les années 1970. Le discours

politique tend à s'affadir. A l'appel à la raison se substitue l'évocation démesurée des sentiments et des états d'âmes des candidats : « *J'aime les Français* » mais sur un tel ton qu'on pourrait le remplacer par « *J'aime la Corona* » sans que cela ne soit différent. Le marketing rhétorique triomphe alors que les clivages se lézardent, sous les coups de butoir de la contrainte extérieure et de la « *seule politique possible* ».

En effet, la gauche et la droite s'étant rejointes dans la communion européiste, seule l'invocation des sentiments permet de maintenir un clivage gauche-droite artificiel. Et la gauche de s'ériger en parangon de justice et de compassion. Et la droite de se faire héraut de la simplicité et de la franchise. Dévaluée par la surconsommation publicitaire et médiatique, la langue perd de son épaisseur. Les mots se manient avec désinvolture. Ainsi sentant l'écho rencontré par la République dans le pays, le PS et la droite se sont empressés d'employer ce mot. Mais pour la forme, non pour le fond ! Perdre le sens des mots abâtardit le citoyen, tout en rompant le fil de l'Histoire. N'est-il pas significatif que le triomphe d'un langage moderne, utilitaire, ne se soucie que du futur et renvoie le passé au rayon des vieilleries ? Le rêve du consumérisme mercantile a les traits de l'homme qui ânonne le langage moderne, ne comprend plus ses ancêtres et ne peut les observer sans se départir d'une analyse quasi-anthropologique. C'est ici que les mots de Péguy prennent leur sens : « *Seule la tradition est révolutionnaire.* » Retrouver la tradition du bien parler contre les forces marchandes, telle est la mission qui incombe aujourd'hui à l'Homme de la Nation.

Jean-Pierre Chevènement est le seul candidat à la magistrature suprême à vouloir retrouver le sens profond des mots. Dans la lignée des logocrates comme Joseph de Maistre, l'on peut estimer que le langage est au centre du politique. Il est l'expression humaine de l'Idée.

Jean-Pierre Chevènement est le seul à vouloir retrouver le sens profond des mots

Chevènement, comme de Gaulle, a le souci du mot juste. Non point tant par effet de style, que par volonté d'aller au pertinent et au vrai. L'étymologie guide dans la quête de sens politique. Prenons l'exemple de la République, que l'on filerait à l'envi. Parler de la République, c'est tout à la fois évoquer la chose commune, donc l'intérêt général, et l'autorité souveraine de l'État. Mais c'est aussi la citoyenneté, et ce qu'elle implique en termes de responsabilité, de devoir vis-à-vis d'autrui et de sa Nation. Et partant, c'est la dimension nationale, la continuité historique qui sous-tend le bien commun. L'Histoire parle donc à travers le discours de l'Homme de la Nation. La citoyenneté prend alors sa dimension transcendante, sans laquelle elle est vouée à dégénérer en citoyenneté socio-économique ou l'unique lien qui maintient l'*homo oeconomicus* dans sa communauté est le supermarché ou le guichet d'Assedic. Cependant, l'emprise de la facilité et du langage *light* sur les esprits sème d'embûches le chemin pris par Chevènement. Sa rhétorique semble souvent obscure à nombre de

Français. Rares sont en effet les Français à connaître le sens des mots oxymore ou ludion, souvent employés par Chevènement. Peut-être une simplification de langage est souhaitable. Mais en conservant l'épaisseur des mots-clefs et le parler vrai.

Il s'agira donc de ne pas s'arrêter à cette élection, mais bien de continuer la lutte pour briser le carcan du langage standardisé. Voilà des perspectives stimulantes pour un renouveau du politique, voilà un noble dessein pour notre génération républicaine.

Fabrice MET

LECTURES

ESSAI

La Pensée française

Pour Charles Saint-Prot, historien et spécialiste des relations internationales, essayiste et membre-fondateur du conseil de rédaction de la revue *Une Certaine idée*, la nation française vient du fond des âges. Depuis plus de 2500 ans, il existe une exception française. Balbutiante au temps de la Gaule, elle s'est exprimée de plus en plus nettement à partir des Capétiens jusqu'à Charles de Gaulle. Souveraineté de l'État, indépendance de la nation face aux empires, réduction des oligarchies et des féodalités, libertés des citoyens, opposition de la nation, qui est la mesure parfaite, au gigantisme des agrégations conjoncturelles, artificielles et matérielles ou au tribalisme des communautés a-historiques : voici toutes les lois de la politique française. Voici la pensée française.

Mais la France a connu bien des périodes de perdition à chaque fois que la fatalité des choses a triomphé de la force morale, c'est-à-dire à chaque fois qu'elle a renié une certaine idée d'elle-même. Les Français ont perdu leur monnaie, leur droit, de larges pans de leur souveraineté, une grande partie leur défense nationale ; mais on ne peut leur enlever l'essentiel : cette pensée française qui reste « *l'un des môles auxquels l'espérance nationale s'est toujours accrochée* » et qui sera demain l'instrument du renouveau national en vertu de son éternel esprit de résistance. Quand les institutions politiques et la plus grande partie des prétendues élites défont le point de ne plus croire à l'avenir de la nation ; quand les dirigeants politiques renoncent à la mission de la France et à sa souveraineté ; quand une certaine idée de l'homme libre est menacée par le vieux totalitarisme matérialiste ; quand les idéologies reprennent le pas sur le réel et que l'on assiste au réveil des vieux rêves d'empire, c'est autour de cette pensée qu'il est urgent de se rassembler. Aujourd'hui, comme hier, la pensée française s'appelle Résistance.

Charles Saint-Prot, *La Pensée française, pour une nouvelle résistance*, Paris, éd. L'Âge d'homme.

ESSAI

Une certaine idée de légitimité

En ce début de siècle, le gaullisme pose la question qui fâche : au nom de quoi gouverner-tu ? Elle fâche car elle conteste les établis, ceux qui ne représentent plus mais reproduisent.

Dans son questionnement du gaullisme, Jean Charbonnel (ancien député-maire de Brive, ancien ministre du général de Gaulle et de Georges Pompidou) a choisi de puiser aux origines : une certaine idée de la légitimité. Elle construit l'histoire de France. Jeanne d'Arc l'avait recouverte par le sacre de Reims. Comme elle imprègne les *Mémoires d'outre-tombe* de Chateaubriand, elle agite le XIX^e associant légitimistes, bonapartistes et républicains dans une même opposition de fait à l'usurpation louis-philipparde et au parti du juste milieu.

La question de la légitimité est à nouveau posée le 18 juin 1940. À la revendication légaliste de Vichy, la légitimité gaullienne se fonde d'abord sur un acte de défense nationale. L'idée républicaine rejetée par Vichy la conforte. Enfin, elle se projette en affirmant la volonté souveraine du peuple, « socle sur lequel pourrait être redressé la nation et l'État ». Cette querelle est aussi celle de notre jeune siècle. Le gaullisme, une nouvelle fois, a choisi d'y répondre.

Jérôme BALOGÉ

Jean Charbonnel, *Le Gaullisme en questions*, éd. PUF, 2002.

FICTION

L'édit de Caracalla

Régis Debray s'exerce à un genre littéraire complexe, pourtant bien connu de la vie politique française, à savoir le subtil mélange du pamphlet et de la parodie, le tout publié sous le pseudonyme d'un énarque virtuel. Sous la plume de Xavier de C***, haut fonctionnaire renégat, pur produit des plus brillantes institutions scolaires et universitaires de la République ayant choisi délibérément de s'exiler aux États-Unis avant d'en prendre la nationalité, Régis Debray s'attelle à exposer le nouveau rêve des modernes : la dilution pur et simple du « vieux monde » dans un grand ensemble « occidental » placé sous l'égide de Washington. Dans une longue lettre adressée à l'ancien guérillero, Xavier de C*** expose son dégoût d'une France, d'une Europe dépassées par les enjeux actuels, les enjoignant de se conformer à un nouveau sens de l'histoire et de rejoindre le camp des vainqueurs, et d'appeler à un nouvel édit de Caracalla, qui du temps du Bas-Empire, conféra la citoyenneté romaine à une large part des barbares « civilisés », retardant de quelques siècles la chute de Rome. C'est beau comme du Drieu La Rochelle version 1943-44 « *relooké* » 11 septembre et, avouons-le, on se laisserait presque prendre à ce lyrisme technocratique... La civilisation contre le reste du monde, pour le meilleur des mondes : on en serait presque à s'extasier, mais dans sa postface, Régis Debray nous fait bien vite redescendre sur

terre. Un ouvrage qui se lit d'une traite, et prend rapidement au jeu ses lecteurs.

Au fait, malgré l'Édit de Caracalla, l'Empire romain est mort, un beau matin de 476... tout comme Xavier de C***, un jour de 2001, au milieu d'un groupe de Marines, sur une piste d'Asie Centrale.

Jérôme STERKERS

Xavier de C***, *L'Édit de Caracalla*, postf. de Régis Debray, Paris, éd. Fayard, 2002.

PALMARÈS

À L'HONNEUR

Émile Zuccarelli

Membre du Parti radical de gauche. Député-Maire de Bastia. Ancien ministre.

Figure de proue d'un radicalisme français qui n'a rien cédé de ses convictions républicaines, Émile Zuccarelli a choisi d'apporter son soutien à Jean-Pierre Chevènement. Le député-maire de Bastia, alors ministre du gouvernement Jospin, avait dit « non » au Premier ministre sur la question corse ; il devenait dès lors logique de dire « oui » au Che plutôt qu'à Christiane Taubira.

À L'INDEX

Lionel Jospin

Premier ministre, candidat à l'élection présidentielle.

Menacé par un plan de restructuration (comme on dit) orchestré par Danone, un salarié à apostrophé le Premier ministre-candidat : « *On en a marre de vivre comme des chiens. On a besoin de travailler pour vivre. Qu'est-ce que vous voulez ? Un pays de délinquants ? On va être virés comme des chiens. Notre patron, M. Riboud, nous a dit texto : "Les politiques français, je leur crache à la gueule, je fais ce que je veux." Est-ce que vous pouvez vivre avec 4 000 francs par mois ?* ». « *Bonne chance* » : c'est pour toute réponse ce que lui a dit le candidat « pas socialiste » à la présidence de la République...

EN BREF

APPEL D'R DANS LA CAMPAGNE

Jérôme Sterkers, président d'Appel d'R, est membre du Comité d'orientation stratégique du Pôle républicain. Jérôme Balogé, secrétaire général d'Appel d'R, est délégué national du Pôle républicain. Pierre-Alexis Van Den Boomgaërde, trésorier d'Appel d'R, est membre de l'équipe de campagne de Jean-Pierre Chevènement. Ils sont intervenus ou vont intervenir au cours des réunions publiques organisées dans le cadre de la campagne : J. Balogé, le 11 mars à La Rochelle, le 15 à Conflans-Saint-Honorine, J. Sterkers le 16 à Ris-Orangis, P.-A. Van Den Boomgaërde le 21 à Troyes, Jérôme Balogé, le 26 à Evreux, le 27 à

Paris (VII^e), J. Sterkers le 2 avril à Strasbourg, J. Balogé le 4 à Compiègne, le 5 à Château-Thierry, le 8 à Arpajon, le 9 aux Ulis et J. Sterkers le 10 au Kremlin-Bicêtre.

L'UNION DES GAULLISTES DE CONVICTION « EN MOUVEMENT »

Réunis autour de Pierre Dabezies, Pierre Lefranc et Jean Charbonnel, les gaullistes de conviction diffusent un appel à plus de 10 000 exemplaires à l'occasion du grand rassemblement du Pôle républicain, le 21 mars à Lille. « *Ils en appellent à tous ceux qui hésitent, face aux appareils et aux ambitions de personnes, à se décider en fonction de leurs seules convictions en soutenant la candidature de Jean-Pierre Chevènement.* »

L'HOMME DE LA NATION S'INTÉRESSE AU RESTE DU MONDE...

Dans la courte liste des candidats qui s'intéressent à la place de la France dans le monde, Jean-Pierre Chevènement confirme sa longueur d'avance. Après avoir été le seul à rendre hommage à Senghor en janvier dernier à Dakar, après avoir fait part de son ambition francophone, le candidat républicain présentera ses propositions pour le rayonnement culturel de la France, le 3 avril prochain au Musée des Arts forains, à Paris.

Site Internet

www.appelr.net

À partir de la page d'accueil du site, pour être tenu régulièrement informé de nos initiatives, pour recevoir notre bulletin par courrier électronique, rejoignez la liste de diffusion d'Appel d'R.

Vous pouvez également nous contacter à l'adresse suivante :

appelr@yahoo.fr

BULLETIN D'ADHÉSION Cotisation 2002 — 10 euros

Règlement par chèque à l'ordre d'APPEL d'R

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
C.P..... Ville.....
Date de naissance.....
Tél. dom.....
Tél. bur.....
Tél. port.....
Courriel.....
Profession.....

Bulletin à découper ou à recopier et à renvoyer à :

Appel d'R
12, rue Lalande 75014 Paris